

**DECLARATION LIMINAIRE**  
**AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 15 AVRIL 2016**

M. le Président,

Ce Comité Technique Local se déroule pendant une période de mobilisation. La loi dite loi El Khomri, aménagée après plusieurs mobilisations, demeure toujours une loi inacceptable. Ce n'est pas en facilitant la précarité que le chômage sera réduit, ce n'est pas en facilitant la précarité que les citoyens pourront vivre dignement et sereinement.

**Solidaires Finances Publique rejette ce projet de loi** qui ne sera pas sans incidence dans nos administrations des Ministères Économique et Financier (MEF). Le nivellement par le bas poursuit son œuvre. Demain encore plus qu'aujourd'hui, les fonctionnaires seront considérés par des communicants bien mal attentionnés (journalistes, économistes, politiques, ...), comme des salariés bénéficiant d'importants privilèges avec leur statut ou leur temps de travail, pour ne citer que ces exemples.

C'est également au lendemain des attentats qui ont secoué la Belgique que se tient cette réunion. Au-delà de la solidarité qu'exprime Solidaires Finances Publiques envers les victimes et leurs proches, ces événements rappellent le climat d'insécurité qui traverse l'Europe et bien entendu notre pays.

Nos administrations sont concernées par l'état d'alerte toujours en vigueur : la DGFIP pourrait l'être encore un peu plus, pour lutter notamment contre le financement illicite du terrorisme ... pour peu qu'on lui en donne les moyens. Et demeure la sécurité de nos sites, en particulier ceux ouverts au public dans une période cruciale à la DGFIP que constitue la campagne IR.

De plus, les attaques contre le service public et au cas particulier contre la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) sont multiples. La satanée baisse des dépenses publiques demeure toujours et encore le prétexte à une cure d'austérité insupportable.

La DGFIP aura perdu 35 000 emplois depuis 2002. À la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP), 550 emplois auront été supprimés dans cette même période. Au-delà des conséquences sociales, les sites de proximité disparaissent :

Après les 3 Trésoreries du Département, LA CHAPELLE LA REINE, CHATEAU LANDON et St FARGEAU-PONTHIERRY supprimés au 1<sup>er</sup> janvier 2016, c'est une tornade qui traversera la DDFIP 77 avec la suppression encore de 6 trésoreries : LIZY sur OURCQ, REBAIS, GUIGNES, BRIE COMTE ROBERT, TOURNAN et LA FERTE GAUCHER.

Pour la Direction, ces suppressions de sites sont justifiées par la « taille critique » des sites et la réorganisation des communautés de communes voulue par la loi Notré.

**Pour Solidaires Finances Publiques, la « taille critique » a été sciemment organisée par la DGFIP et la DDFIP par les 550 emplois supprimés. Par ailleurs, la réorganisation des intercommunalités ne justifie pas à elle-seule, la suppression de sites au plus proche des usagers.** Pourquoi n'a-t-il pas été envisagé de créer un site par communautés de communes ?

**Solidaires Finances Publiques condamne fermement ces fermetures.** Ces dernières répondent à des besoins et pour se rendre compte de la perte de ce service de proximité, il suffit de constater les milliers de personnes reçues régulièrement dans ces services.

**Solidaires Finances Publique réclame donc tous les moyens nécessaires :**

- ➔ pour le maintien des sites, voire à de nouvelles implantations ;
- ➔ pour le conseil et l'aide à la gestion des collectivités locales.

Mais également,

➔ pour lutter contre la fraude fiscale estimée entre 60 et 80 Mds d'€ justifiée notamment par les affaires scandaleuses telles PANAMA PAPERS, LUXLEAKS, UBS, etc.

➔ pour la ré-humanisation des relations avec nos concitoyens face à la désintoxication du guichet voulu par la DGFIP et face à la déferlante de la dématérialisation, sans se soucier des attentes des usagers, sans se soucier du rôle indispensable de cohésion sociale qu'apporte un service public de proximité.

A propos de cette déshumanisation, Solidaires Finances Publique 77 ne peut pas tolérer comme l'année dernière, les propos apportés par le message du 13 avril et adressé au chef de service. Ce message vise la promotion du site impôts.gouv.fr et de la déclaration par internet par l'installation d'une bannière sur la messagerie personnelle des agents. C'est une véritable directive militaire : « ambassadeur offensif », « totale implication dans cette action qui passe obligatoirement par l'incrustation sans délai de cette signature » et bien entendu, en culpabilisant les agents par le souci « d'exemplarité ». Incroyable en pleine affaire de PANAMA PAPERS et de l'hypocrisie du gouvernement !! Et inutile de s'en prendre aux agents de la cellule communication qui n'ont fait qu'adresser un message après l'aval de la Direction.

Nous appelons les agents à ne pas obéir à cet ordre militaire qui n'apporte aucune amélioration de notre service public. Pour Solidaires Finances Publiques, la reconquête des usagers, pour demeurer dans vos propos militaires, passe déjà par une orientation claire des politiques menées contrairement aux différents « couacs » que nous avons connus, passe par des services et des agents au plus proche de nos concitoyens et passe surtout par une ré-humanisation des relations entre les services publics dont le nôtre et les administrés. Ce n'est qu'avec ces perspectives que la cohésion sociale qui fait tant défaut sera renouée. Nous soutiendrons et défendrons tous les agents qui partagent cette vision humaine de notre fonctionnement.

Par ailleurs, Solidaires Finances Publiques déplore, une fois de plus, que l'intérêt des agents est encore occulté. Nous connaissons le « quoi » consistant à la fermeture de trésoreries et la concentration des services mais pas le « comment ». Le document préparatoire apporte peu de réponse sur ces points et c'est légitimement que la question essentielle du devenir de chaque agent se pose.

Le 11 avril, s'est tenu un CHSCT avec à son ordre du jour la note d'orientation. Outre les traditionnels sujets de sécurité sur lesquels nous demeurons vigilants, ce que Solidaires Finances Publique retient d'essentiel concerne la prévention des Risques Psycho Sociaux. Le Secrétariat Général, lui-même, considère que c'est un enjeu majeur comme vous, il n'y a pas si longtemps, en faisiez une priorité pour la DDFIP 77. Il est vrai que la démarche stratégique de la DGFIP et les suppressions massives de personnels, outre qu'elles conduisent à un affaiblissement du service public, conduisent surtout à d'importantes désorganisations. Pas moins de 43 % des agents considèrent les RPS comme intolérables ou substantiels (données issues des DUERP de 2013/2014). Les RPS sont donc le facteur de risque le plus important.

Cette note d'orientation, dans ce cadre, n'a qu'une seule utilité : préconiser une méthodologie pour les atténuer, à défaut de pouvoir les supprimer.

Elle précise donc que « l'effort devrait porter sur la mise en place de mesures organisationnelles mieux à même de réduire l'exposition des agents aux risques psycho sociaux ». Comme le prévoit les orientations stratégiques des MEF, « une approche systémique permet, en amont des décisions, la prise en compte des enjeux de la Santé, Sécurité et Condition de Travail dans tous les aspects du travail ».

Solidaires Finances Publiques, au-delà de ses revendications plus générales, réclame depuis longtemps que soient prises en considération les conséquences de vos décisions sur la santé de l'agent. La note d'orientation ne fait que confirmer que la prévention des risques passe par un meilleur dialogue social bien en amont de chaque décision. Mais, il semblerait qu'à la DDFIP 77, on en a que faire.

**Solidaires Finances Publiques dénonce une fois de plus, comme en septembre 2015, le nouveau schéma ARS (Adaptation des Réseaux et Structures).** Plus de 35 agents sont directement concernés par la suppression de leur site et un transfert vers on ne sait où, puisque tout n'est pas semble-t-il arrêté. Par ailleurs, la concentration des missions visera également un certain nombre d'agents sans en connaître le nombre puisqu'aucune précision nous est apportée. Enfin, désorganisations futures touchent également l'ensemble des agents qui verront les missions intégrées leurs services. Ce sont donc de nombreux agents qui vont encore être percutés. Ce projet est donc un projet d'ampleur qui mériterait pour des discussions éclairées, l'avis du CHSCT au préalable. Tel n'est pas le cas et ces projets nous sont présentés au CTL pour avis. Cette façon de faire est en totale contradiction avec l'orientation stratégique des MEF. **Pour Solidaires Finances, c'est inacceptable...**

Enfin, comme l'année dernière vous ne laissez que peu de choix aux agents imposant une réorganisation...bien après le mouvement de mutation. Avec plus de visibilité, les agents auraient pu prendre date lors du mouvement général. S'ajoute à cela votre choix d'opérer au suppression de trésorerie à la date du 1er janvier 2017 pour des raisons d'exercices budgétaires. Mais comme l'année dernière, de nombreux agents vont se retrouver en affectation administrative provisoire, en particulier pour les agents changeant de RAN, sans avoir eu la possibilité de reconsidérer leur vie professionnelle en connaissance de cause.

Par conséquent Solidaires Finances Publiques 77 vous demande, M le Président, de relayer au directeur général pour élaborer un mouvement national complémentaire pour les catégories C, B, A en date du 1<sup>er</sup> janvier 2017 eu égard aux réorganisations touchant l'ensemble des directions de la DGFIP à cette date.

Sur le plan strictement local, Solidaires Finances Publiques 77 vous demande d'écouter et d'examiner les souhaits des agents qu'ils rentrent, ou pas, dans le champ d'application des garanties ou/et affectation réservés aux agents concernés par la suppression de leur site. A ce titre, nous exigeons que les représentants des personnels disposent des souhaits, quels qu'ils soient, de chaque agent visé.

Pour finir nous aborderons les autres point à l'ordre du jour au fur et à mesure qu'ils seront présentés et nous ajouterons deux points en questions diverses l'un concernant le regroupement du SPL de MONTEREAU vers le site fiscal de la même ville, l'autre concernant les conséquences de l'arrêt de la cour européenne de justice, à savoir l'arrêt DE RUYTER.

M le Président, nous vivons un monde difficile où la place des femmes et des hommes est bien peu de chose. Entre « chair à canon » dans les pays en guerre ou face au terrorisme et « machines à produire » pour le profit de quelques-uns, ou se trouve la dimension humaine ?

Solidaires Finances Publiques, quel que soit le niveau où il agit, continuera à mettre toujours au cœur de ses revendications cette dimension humaine. Face à la déshumanisation qui se traduit dans de nombreux domaines, nous prônerons toujours la valeur humaine comme valeur suprême.

Melun, le 15 avril 2016